

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT
LILLE - PARIS

I&S Industries
& Services

Numéro 032

Achevé de rédiger le 22 novembre 2010

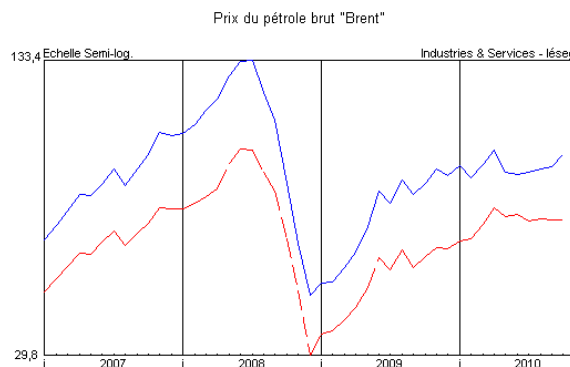
MONDE : Les pays émergents tirent l'économie mondiale

Selon les perspectives du FMI publiées début octobre, la croissance mondiale ressortirait à +4,8% en moyenne annuelle 2010 - rythme proche de celui observé avant la crise - puis à +4,2% l'année prochaine. Ces performances seraient largement attribuables au dynamisme des **économies émergentes**, dont l'expansion, qui s'était seulement ralentie à +2,5% en 2009, serait de +7,1% en 2010 puis +6,4% en 2011. La croissance sera surtout tirée par l'Asie (+9,4% puis +8,4%), en particulier la **Chine** et l'**Inde**, et dans une moindre mesure par l'Amérique latine (+5,7% puis +4%) qui bénéficie du retour en force du **Brésil**. Dans les **pays développés**, le redressement de l'activité est modeste en regard de la récession traversée. Le FMI envisage une croissance de +2,7% cette année, recouvrant une hausse de +2,8% au **Japon**, de +2,6% aux **États-Unis** mais de seulement +1,7% dans la **zone Euro**. La France (+1,6%) se situe entre l'Allemagne (+3,3%) qui a profité du boom des échanges mondiaux pendant le premier semestre et l'Espagne qui devrait se maintenir en récession (-0,3%). En 2011, la croissance dans les pays développés reviendrait vers +2,2%.

Le **commerce mondial** a enregistré une nette reprise au cours de la première moitié de l'année 2010, mais les données les plus récentes montrent une décélération durant l'été. Si les pays émergents ont tiré les échanges mondiaux depuis le début de 2009, les importations des économies développées n'ont pas encore atteint le niveau d'avant la crise. La progression du commerce mondial, en volume, est estimée à +15,5% en 2010 puis à +7,3% en 2011. La fermeté des prix des produits de base a plié sur des craintes de hausse des taux d'intérêt en Chine. Les cours du **Brent** sont revenus vers les 85 dollars le baril, après avoir approché les 90 dollars.

Aux **États-Unis**, le PIB, en volume, a augmenté au rythme de +2% l'an au troisième trimestre 2010 en première estimation, après +1,7% au trimestre précédent et +3,7% au premier. Le ralentissement intervenu au printemps ne s'est pas accentué durant l'été. La croissance est tirée par les

dépenses en capital des entreprises du fait de l'amélioration des marges d'exploitation. En octobre, les indices ISM ont par ailleurs rebondi. L'indice du secteur manufacturier est en hausse à 56,9 après 54,4 en septembre, tout comme l'indice du secteur des services à 54,3. Si la croissance reste trop faible pour provoquer une nette amélioration de l'emploi, la consommation des ménages reste positivement orientée et le marché automobile se redresse au prix d'une baisse du taux d'épargne à 5,3% contre 5,6% en août. Les ventes au détail ont augmenté plus fortement que prévu en octobre (+1,4% en valeur). Le déficit du budget fédéral est évalué à 8,9% du PIB. C'est le deuxième plus gros déficit, après celui de 2009 (10% du PIB) enregistré depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.



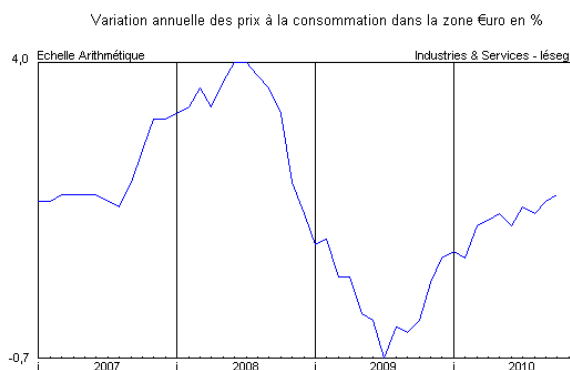
Source : Insee. En **bleu** : en dollars – en **rouge** : en Euros par baril.

En **Chine**, le PIB en volume au troisième trimestre a réaccélééré à +8,1% l'an après +7,2% au deuxième trimestre. Le ralentissement de l'activité au printemps et au tout début de l'été a été très bref. Les indices des directeurs d'achat ont continué de se redresser en octobre, suggérant que l'activité manufacturière se renforce. La demande interne est dynamique. Par ailleurs, la spéculation sur le marché immobilier et l'envolée des prix ont incité les autorités monétaires à durcir leur politique monétaire afin de contenir les anticipations inflationnistes. Les prix à la consommation ont augmenté de +3,6% en un an en septembre.

EUROPE : Austérité en Allemagne et au Royaume-Uni

Dans la **zone Euro**, l'enquête d'octobre dans l'industrie indique une nouvelle amélioration du climat de confiance et des perspectives de production. Les stocks restent jugés anormalement bas et les carnets de commandes se garnissent. Après la progression inattendue de +3,9% l'an du PIB au deuxième trimestre, la reprise européenne s'est consolidée au cours de l'été avec +1,6%. A un an d'intervalle, la progression ressort à +1,9%, comme au trimestre précédent.

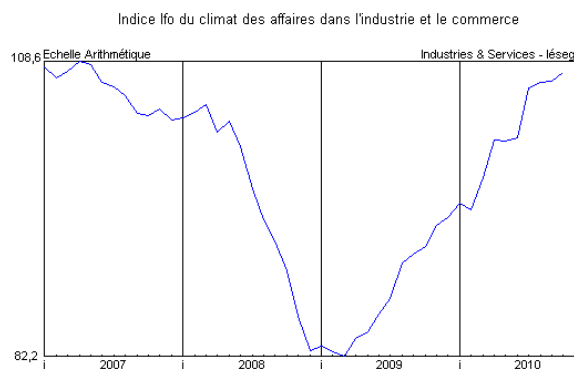
Du côté des consommateurs, l'indice de confiance a gagné +4 points depuis l'été. Dans l'ensemble de la zone, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle se redresse, mais le taux de chômage s'élève en septembre à 10,1%. Contre toute attente, les ventes au détail se sont contractées pour le deuxième mois consécutif en septembre. Les prix à la consommation ont augmenté de +1,9% en un an en octobre et de +2,9% l'an sur les trois derniers mois. L'accélération ne peut qu'inquiéter les autorités monétaires, mais la progression annuelle de M3 ne dépasse pas +1% et l'encours des prêts a stagné en septembre (+1,2% en un an).



source : Eurostat

De nouveau lors d'un **G20**, l'Europe a du faire face à des rumeurs. A Séoul, ce furent les attaques spéculatives contre l'**Irlande** dont le déficit est estimé à 32% du PIB cette année. Au début de l'année, c'était sur la crise grecque. La **Banque Centrale Européenne** n'a pas l'intention de suivre les États-Unis sur la voie d'un approfondissement de l'assouplissement quantitatif, mais n'aura pas recours à un durcissement anticipé des conditions monétaires dans la zone Euro. La BCE ne peut orienter sa politique monétaire en fonction des performances de l'Allemagne. Les dettes publiques de la Grèce, du Portugal ou de l'Irlande l'ont obligée à reprendre ses achats d'obligations souveraines. Les taux d'intérêt de la zone euro creusent l'écart avec l'Allemagne. Le Fonds européen de stabilité financière, créé lors de la crise grecque, est même prêt à être déclenché.

L'activité économique continue de s'améliorer en **Allemagne**, comme en témoigne la dernière publication de l'indice Ifo. En effet le climat des affaires a continué de progresser, atteignant un nouveau point haut à 107,6, retrouvant ainsi des sommets qu'il n'avait plus connus depuis 2007. Cette amélioration a été portée par la poursuite du redressement de la situation courante et par le rebond des perspectives d'activité à six mois. Le moral des ménages reste quant à lui à un niveau particulièrement élevé en octobre, à 4,9, se rapprochant du point haut de 5 atteint en mai 2008. La baisse continue du chômage depuis juillet 2008 (6,7% de la population active en septembre selon Eurostat) additionnée à la chute du chômage partiel depuis le point haut de mai 2009 entretient ce climat de confiance.



source : Institut für Wirtschaftsforschung

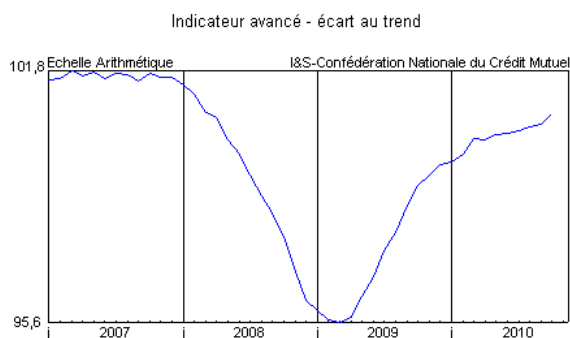
Sur ce fond d'amélioration de la situation économique, les députés allemands ont entamé l'adoption du plan de rigueur annoncé en juin. Avec près de 80 milliards d'euros d'économies de prévu (réduction des dépenses de fonctionnement et des dépenses sociales, création de nouvelles taxes), ce plan devrait ramener le déficit budgétaire à moins de 3% du PIB en 2012. Cependant, l'accumulation de bonnes nouvelles (baisse du chômage, relèvement des prévisions de croissance pour 2010 et 2011, recettes fiscales supérieures aux attentes) pourrait permettre d'atteindre cet objectif dès 2011, avec un déficit des administrations publiques qui ressortirait à 2,7% du PIB (3,8% en 2010) selon le rapport commun des instituts de conjoncture.

Au **Royaume-Uni**, le PIB, en volume, a progressé de +3,2% en rythme annualisé au troisième trimestre 2010, après une hausse de +4,8% le trimestre précédent. Le secteur de la construction a tiré de nouveau la croissance. Le gouvernement a confirmé récemment la mise en œuvre d'une politique budgétaire très rigoureuse. A l'horizon 2014-2015, les dépenses publiques seront réduites de 81 milliards de livres par rapport au scénario de base de 2010-2011. Leur poids dans le PIB reviendrait de 47,5% cette année à 41% à la fin de l'exercice 2014-2015.

FRANCE : La croissance en peine d'accélération

En France, l'accélération de la **croissance** s'est interrompue au troisième trimestre. Le PIB en volume a augmenté de +1,4% en rythme annualisé au troisième trimestre 2010, après +2,7% au trimestre précédent, repassant même au-dessous du rythme tendanciel qu'elle a connu de 2000 à 2008 (+1,6%). L'acquis pour 2010 est de +1,5%. Si la croissance paraît se généraliser, à quelques exceptions près, elle reste en peine d'accélération franche, mais ne rechute pas. La trace de la récession est profonde. Le niveau du PIB reste encore inférieur de -1,8% par rapport à son point haut atteint au quatrième trimestre 2008. L'activité n'a fait que se rapprocher de son rythme tendanciel sans avoir connu un véritable rattrapage.

L'économie française a trouvé dans les dépenses des **ménages** le principal élément de soutien de sa croissance. Les dépenses de **consommation** progressent de +2,3% du fait de l'orientation favorable des achats de produits manufacturés. Par ailleurs, les dépenses d'investissement en **logement** des ménages se sont vivement redressées (+4,2% l'an). Si cette progression n'était pas annoncée par les mises en chantier de logements, elle l'est beaucoup plus par le vif rebond de l'encours du crédit à l'habitat (+6,6% sur un an en septembre).

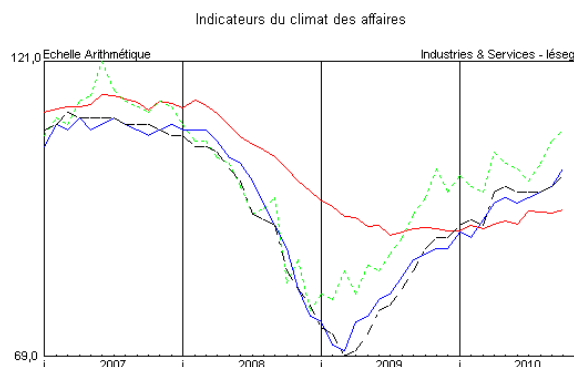


source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

La dépense des ménages a probablement été permise par une réduction de leur effort d'**épargne**, étant donné que les revenus salariaux ont quasiment stagné au cours du troisième trimestre. La poursuite de la progression des **effectifs salariés** qui s'est amorcée début 2010 et son extension aux emplois directs au-delà des seuls effectifs intérimaires sera indispensable pour permettre une nouvelle croissance de la dépense des ménages. 44.600 postes ont été créés dans le secteur marchand au troisième trimestre, les deux tiers sont des emplois directs. Si l'augmentation des effectifs dans l'intérim avait expliqué 90% des créations nettes au premier semestre 2010, l'amélioration des anticipations d'évolution des effectifs, que ce soit dans l'industrie ou les services marchands, est de bon augure. En revanche, les

opinions des chefs d'entreprise quant à l'évolution de leurs résultats d'exploitation se sont plutôt dégradées au cours des derniers mois, en ligne notamment avec le renchérissement des cours des matières premières. Si ces anticipations étaient confirmées, la dynamique de la dépense des entreprises pourrait en être affectée.

L'**investissement** des entreprises, qui était reparti à la hausse au second trimestre 2010, après huit trimestres consécutifs de contraction, a augmenté au rythme de +2% l'an au troisième trimestre. Les industriels anticipent une progression de +9% de leurs dépenses d'investissement en valeur en 2011, après un recul de -2% en 2010. Cette enquête est fragile dans la mesure où le taux de marge des sociétés financières reste faible, un peu au-dessus de 30%. Par ailleurs, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière se maintient à un niveau très bas, même s'il est orienté à la hausse.



source : Insee. Industrie en bleu, Construction en rouge, Commerce de détail en vert, Services en noir.

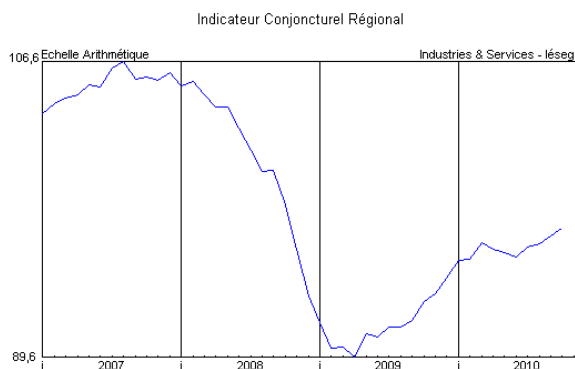
Au vu de carnets de commandes qui se regarnissent, les chefs d'entreprise veulent croire à la reprise. L'indicateur du climat des affaires se retrouve pour la première fois depuis juin 2008 au-dessus de son niveau moyen de longue période. L'impulsion en provenance des mouvements de stocks est à venir. L'activité est cependant freinée par les **échanges extérieurs**. Le rebond des importations depuis la sortie de récession a dégradé le solde extérieur au cours des derniers mois du fait du recul des prix. Le taux de couverture des seuls échanges de produits industriels s'est à nouveau rapproché de son niveau record à la baisse qu'il avait touché au début des années 1990.

Selon le projet de loi de finances présenté fin septembre, le déficit des **administrations publiques** devrait revenir de 7,7% du PIB en 2010 à 6% en 2011. Ce mouvement serait permis par une réduction du déficit de l'État de 60 milliards d'euros, grâce notamment à une stabilisation des dépenses en valeur (hors dette et pensions).

NORD-PAS DE CALAIS : L'amélioration se prolonge

ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 19 novembre, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg pour le mois d'octobre a prolongé l'amélioration intervenue au cours de l'été. L'activité industrielle a été plus soutenue grâce aux biens d'équipement et au matériel de transport. Les stocks de produits finis sont bien maîtrisés et les carnets de commandes sont correctement garnis. Les prévisions sont optimistes. Si les échanges restent encore déprimés, la consommation des ménages s'est stabilisée. Enfin, le sous-indicateur de l'emploi a cessé de se dégrader.



Source : Industries & Services - léseg

ACTIVITE

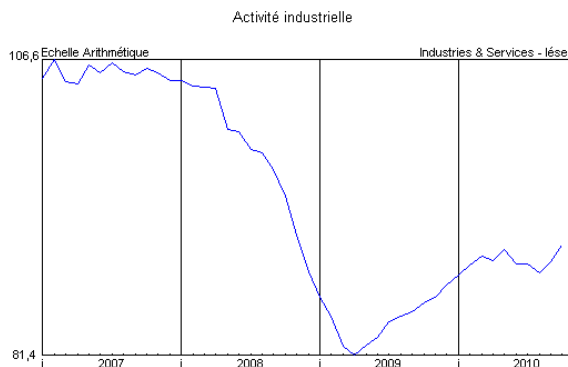
Les rubriques abordées se réfèrent désormais à la nouvelle nomenclature d'activités (NAF révision 2).

Industries agroalimentaires : La production régionale s'est maintenue en octobre. La demande a été plus active et les stocks de produits finis ont été allégés. A court terme, l'activité pourrait repartir de l'avant. Des améliorations ont été notées dans l'industrie de la transformation et des conserves des viandes et dans la fabrication de produits laitiers où la prudence reste cependant de mise. En revanche, un repli est intervenu dans le secteur du poisson où les plans de charge restent encore déséquilibrés. Un accroissement des cadences y est cependant attendu.

Biens d'équipement professionnels : L'activité a continué de se développer dans le secteur des machines et autres équipements. Les plans de change sont désormais confortables et se sont encore améliorés à la faveur de nouvelles commandes. L'optimisme prévaut. Dans les équipements électriques la production s'est stabilisée mais les carnets se sont redressés et permettent d'envisager une croissance des volumes produits au cours des prochaines semaines.

Matériel de transport : Les fabrications ont été fortement intensifiées dans la construction automobile, grâce à des commandes plus

soutenues. Bien que les carnets restent toujours très insuffisants, l'activité devrait continuer de se développer à court terme. Chez les équipementiers, la progression a été plus modérée mais la demande progresse et les plans de charge sont jugés satisfaisants. Les cadences devraient encore être augmentées dans les prochaines semaines. Enfin, l'expansion se poursuit dans l'industrie du matériel ferroviaire. La demande s'est à présent stabilisée mais le niveau des carnets permet d'anticiper de nouveaux accroissements des fabrications.

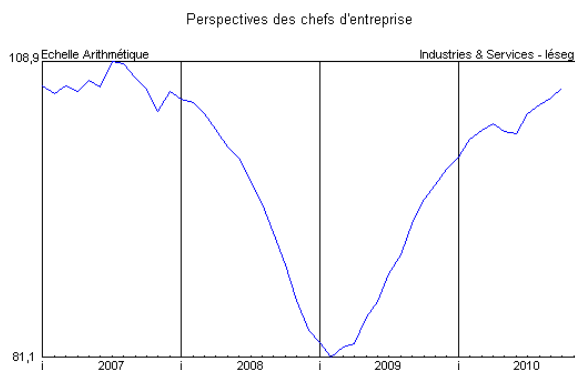


Source : Industries & Services - léseg

Autres produits industriels : La production s'est repliée en octobre, parfois sous l'effet de perturbations techniques ou en raison des mouvements sociaux qui ont perturbé les approvisionnements et les expéditions. De nombreux secteurs ont évolué à la baisse : chimie de base, matériaux de construction et verre, métallurgie et travail des métaux, papiers et cartons. La cause première est l'essoufflement de la demande et aussi, parfois, des stocks de produits finis encore supérieurs au niveau souhaité. Dans l'imprimerie et dans le textile-habillement, l'activité a ralenti. Elle a rebondi, en revanche, en plasturgie. Dans l'ensemble, et, compte tenu des effets de rattrapage, les mois à venir devraient retrouver une orientation plus positive.

Construction : Selon les statistiques ministérielles (Sit@del2), les autorisations de bâtir de nouveaux logements ont suivi des évolutions particulièrement positives en septembre, à un an d'intervalle : +99,3% dans le Nord-Pas de Calais et +14,9% en France métropolitaine, conduisant à des évolutions annuelles cumulées pour la période octobre 2009-septembre 2010 respectivement de +18,2% et de +11,9%. Les mises en chantier ont également présenté des variations favorables, mais avec un certain décalage, avec +23,2% et +1%, avec des résultats cumulés qui invitent à un peu moins d'optimisme sur les travaux en cours, soit +1,7% et -4,1% respectivement. L'évolution mensuelle régionale de la construction neuve non résidentielle se révèle toujours beaucoup plus aléatoire avec +104% pour les superficies autorisées et -22,8% pour les mises en chantier (contre, respectivement

-6,7% et -44,1% en France métropolitaine). Les données exprimées en année mobile (octobre 2009-septembre 2010) sont moins encourageantes pour la région avec, -13,4% pour les permis et -42,7% pour les mises en chantier (contre -9,2% et -27,1% en France métropolitaine).

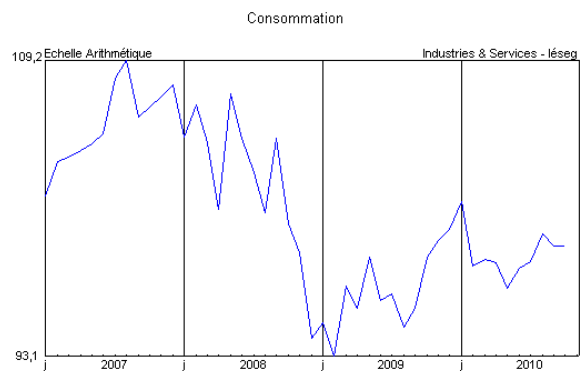


Source : Industries & Services - léseg

Services aux entreprises : L'activité reste favorablement orientée mais selon un rythme de développement moins rapide qu'au cours de l'été. Les demandes de missions auprès des agences de travail temporaire progressent encore et cette tendance pourrait se prolonger jusqu'à la fin de l'année. L'amélioration se prolonge dans les secteurs de l'informatique et des services de communication où les effectifs ont été renforcés et où de nouvelles embauches sont encore envisagées. Une amélioration a été ressentie dans l'ingénierie technique. En revanche, les prestations se stabilisent dans les activités juridiques, comptables et de gestion sans toutefois provoquer d'inquiétude chez les intéressés. Les perspectives générales sont toujours orientées à la hausse.

CONSOMMATION

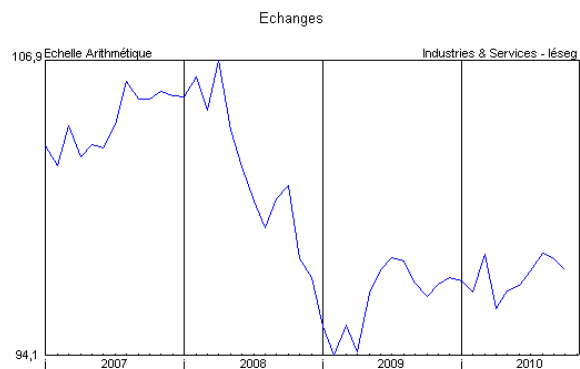
La **consommation régionale** des ménages en produits industriels n'a guère varié à un mois d'intervalle. Les immatriculations d'automobiles neuves ont encore faibli, la baisse étant particulièrement forte au regard de celles d'octobre 2009. Dans le commerce de détail, le volume des transactions plafonne dans l'électronique grand public, le textile-habillement, les cuirs-chaussures, le bricolage et l'horlogerie-bijouterie, fléchit dans les rayons de la librairie-papeterie et de la quincaillerie mais s'améliore dans ceux des meubles, des appareils électroménagers. Dans l'ensemble, cependant, les transactions ont été comparables à celles réalisées un an plus tôt. Le volume du chiffre d'affaires de la Vente à Distance – dont le marché est national – a progressé de +2,4% à un an d'intervalle mais a reculé de -2,1% par rapport à septembre. Pour le seul compartiment du textile habillement, les variations ont été, respectivement, de +0,2% et de -1,2% pour le seul rayon textile-habillement.



Source : Industries & Services - léseg

ÉCHANGES

La baisse du volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** s'est un peu plus atténuée en octobre (-2% à un an d'intervalle). Celle-ci reste affectée par la forte diminution des sorties de vracs liquides liée à la fermeture de la raffinerie des Flandres (-68%). Les vracs solides, soutenus par les charbons à destination des centrales thermiques de la Tamise (+80%) ont enregistré une nouvelle hausse de +42% malgré une stabilisation des exportations céréalières (-6%). Les exportations de "marchandises diverses", seule composante du trafic (57% des volumes pour le mois d'octobre) qui participe désormais à l'élaboration de l'Indicateur Conjoncturel Régional, ont baissé d'environ -9%, dont -17% pour le trafic rouliers (transmanche) et de -6% pour les conteneurs pleins.



Source : Industries & Services - léseg

Connues partiellement jusqu'à octobre (les informations régionales ne sont toujours pas diffusées), les ventes de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises ont marqué le pas, les blocages des raffineries et des dépôts pétroliers en étant sans doute la raison principale. L'enquête de conjoncture du Secrétariat Régional de la Banque de France portant sur ce même mois auprès des entreprises de transports et d'entreposage, constate toutefois un fléchissement de la demande et signale des tensions sur les trésoreries consécutives à l'augmentation des prix des carburants. Elle

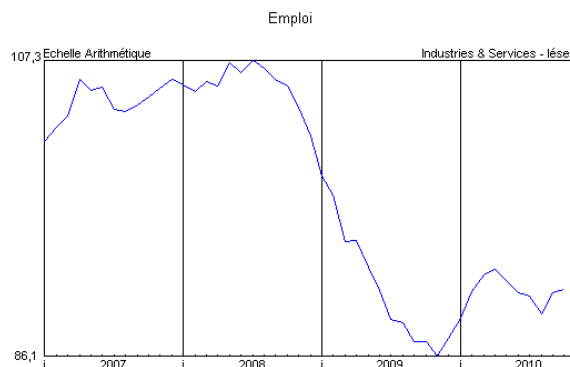
s'attend néanmoins à une amélioration de son activité dans les mois qui viennent. Pour leur part, les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs comme celles des **véhicules industriels** sont vigoureusement reparties à la hausse.

Le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin a légèrement baissé en septembre et en octobre (-0,6%). Hors transit, déroutements et "divers" (vols à la demande), les résultats sont, respectivement, de -3,5% en septembre et de -2,1% en octobre. La progression des vols réguliers internationaux (hors "espace Schengen") est demeurée sensible (+10,3% en octobre) alors que ceux avec l'Union Européenne (incluant les vols intérieurs) faiblissent toujours (-10,9% en octobre). Pour leur part, les vols "vacances" (charters) ont enregistré une forte hausse (+23,3%, après +0,7% en septembre).

EMPLOI

En septembre, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a augmenté de +0,1% par rapport à août pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +5% à un an d'intervalle. Les variations correspondantes, en France métropolitaine ont été, respectivement, de +0,2% et +3,9%. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, l'évolution mensuelle régionale a été de +0,9%, contre +0,7% en France et de +6,2% contre +6,5% par rapport à septembre 2009. Sur un an, le chômage régional des hommes s'est accru de +5,7% (+6,5% dans le pays) et celui des femmes d'autant (+6,2% contre +6,5%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à -2,6% (contre -1,5%). Elle a été de +19,3% (contre +24,9%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus.

Les entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) ont accentué leur baisse qui a atteint -32,9% sur un an en septembre après -20,9% en août (contre -43,3% après -38,2% en France). Le flux total des **entrées** à Pôle Emploi a diminué de -5,8% contre -6,3% en France métropolitaine. Simultanément, celui des **demandes d'emploi sorties** des listes reculait de -5,1% contre -1,2% dans le pays.



Source : Industries & Services - léség

Le nombre d'**offres d'emploi** nouvelles collectées dans la région par Pôle Emploi a légèrement augmenté en septembre à un an d'intervalle de +4,8%, contre +5,8% pour la référence nationale. Sur un mois la variation est plus significative (+16,3% contre -1,6%). Par catégorie, les évolutions ont été très disparates : -13,3% contre +0,5% pour les offres durables (plus de 6 mois), +17% contre +11,9% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et +14,5% contre +4% pour les emplois occasionnels.

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **CONjoncture EUropéenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-léség, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, l'Union Française des Industries Pétrolières, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-léség. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'léség).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'léség School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur le site :

<http://www.ieseg.fr/rerelations-entreprises/indicateurs-de-conjoncture/>